

LES CAHIERS
D'ACCENTS
de *Provence*

SEPTEMBRE 2015



IMAGINONS ENSEMBLE
L'AVENIR DE NOTRE TERRITOIRE



ÉTATS GÉNÉRAUX DE PROVENCE

Photo J.P. Herbecq



Photo: C. Rombi



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE UNE INVITATION À L'IMAGINATION

À travers les États généraux de Provence, je souhaite contribuer à renouer le lien de confiance qui doit exister entre les institutions et les citoyens. Je veillerai à ce que cette respiration démocratique se traduise au plus vite par un certain nombre de changements très concrets dans votre vie quotidienne. Ces États généraux de Provence doivent nous permettre de relever collectivement de véritables défis : l'emploi, l'exigence sociale, le développement des territoires, l'avenir de la jeunesse. Ces enjeux majeurs pour l'avenir de la Provence seront appréhendés au regard de trois exigences fondamentales. La première, c'est de jouer collectif pour faire gagner la Provence, la deuxième de dépenser moins mais mieux pour être plus efficace, et enfin la troisième exigence, sans doute la plus importante, de redonner grandeur et âme à l'identité de notre département.

Martine Vassal
Présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône



C'est parti ! Quelque 500 personnes, représentants du monde économique, du tissu associatif, élus locaux, parlementaires, universitaires, intellectuels ont assisté le 18 juin au lancement par Martine Vassal des États généraux de Provence.

Une identité, un projet

LA PROVENCE EST DE RETOUR GRÂCE À QUATRE MOIS DE DIALOGUES ET DE DÉBATS PARTICIPATIFS ORGANISÉS PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL.

Les États généraux de Provence, lancés le 18 juin, ce sont quatre mois de rencontres, d'échanges et de débats autour de l'avenir du département. Quatre mois durant lesquels les Provençaux sont invités à s'associer à une démarche participative destinée à construire le programme départemental pour les six ans de la mandature. Le programme de la Provence, ce sont les Provençaux qui vont l'écrire ! La base de ce travail, ce sont bien sûr les propositions contenues dans le programme de la nouvelle majorité départementale. Mais ce programme va être enrichi grâce à l'apport de toutes les forces vives du département et plus globalement de tous les Provençaux. Quatre groupes de travail, vrais piliers des États généraux, entament

leurs travaux ce 3 septembre. Ces groupes réunissent élus, experts, personnalités qualifiées, universitaires et agents du Conseil départemental. Ils collectent également les contributions des Provençaux, postées sur le site internet dédié etatsgenerauxdeprovence.cg13.fr. Ces groupes de travail portent sur quatre thèmes et sont pilotés, chacun, par un conseiller départemental :

- **Attractivité économique et rayonnement** (Gérard Gazay, canton d'Aubagne)
- **Équilibre et préservation des territoires** (Lucien Limousin, canton de Châteaurenard)
- **Jeunesse, notre avenir** (Danièle Brunet, canton d'Aix-en-Provence 2)
- **Exigence sociale** (Jean-Claude Féraud, canton de Trets)

Contribuez et agissez pour l'avenir de la Provence
Vous souhaitez participer aux États Généraux de Provence, poster une idée, proposer des pistes de travail, commenter une proposition et apporter votre expertise, rendez-vous sur :

Le site web etatsgenerauxdeprovence.cg13.fr
Twitter **#EGProvence**
email etatsgenerauxdeprovence@gmail.com

CALENDRIER

De septembre à novembre

> Les groupes de travail se réunissent régulièrement. Ils mènent des auditions de grands témoins, des visites de terrain, épiluchent les contributions écrites postées sur le site et dégagent petit à petit une synthèse des propositions retenues.

Novembre-décembre

> Une grande séance plénière, ouverte à tous, livre la synthèse de l'ensemble des propositions recensées.

En janvier 2016

> Le projet départemental issu de ces États généraux de Provence est soumis au vote de l'Assemblée départementale. Il constitue la feuille de route du programme départemental pour les six ans à venir.



FAIRE DE LA PROVENCE

UN LABEL MONDIAL

La Provence est connue aux quatre coins du globe, et elle attire désormais touristes et investisseurs séduits par nos compétences de haut vol et notre art de vivre. Mais une dynamique de long terme ne pourra se déployer que si elle est partagée par tous. Et rien de mieux pour y parvenir que de redonner la parole à chacun.



Gérard Gazay,

Vice-président, Conseiller départemental délégué au Développement économique et à l'emploi, pilote le groupe de travail "Attractivité économique et rayonnement"

UNIR NOS FORCES, C'EST URGENT

"Jouer collectif : c'est la première exigence si nous voulons renforcer l'attractivité de notre territoire et le faire rayonner à l'échelle de la planète. Il faut transcender les clivages habituels et unir nos forces. Collectivités, entreprises, État : pour gagner la compétition que se livrent les territoires, nous devons tous tirer dans le même sens. Nous simplifierons ainsi le paysage et offrirons les bonnes portes d'entrée aux investisseurs. Ces nouvelles synergies permettront de surcroît de rationaliser une action publique qui doit aujourd'hui intégrer de fortes contraintes budgétaires, d'autant qu'il n'est plus pensable d'accroître la pression fiscale sur les entreprises et les ménages."

L'annonce a fait grand bruit : un géant planétaire de la pharmacie a signé au printemps un contrat d'un montant jamais vu en Europe avec une start-up médicale de Luminy. Enjeu : une révolution thérapeutique, affronter le cancer et autres fléaux grâce à l'immunologie. Montant investi : 1,2 milliard. En 2015, 1,5 million de croisiéristes sont attendus à l'escale de Marseille où l'on peut désormais accueillir six navires géants simultanément (17 000 passagers le week-end des 6 et 7 juin). À Cadarache, avec Iter mais aussi la Cité de l'énergie et le réacteur Jules Horowitz, comme autour de l'Etang de Berre avec le Projet Henri-Fabre (aéronautique et énergie), une industrie de pointe de rang mondial poursuit son déploiement tandis que le label gouvernemental French Tech a récompensé en début d'année les efforts numériques d'Aix et Marseille. Figures de proue de ceux-ci : le projet The Camp, dont le chantier a débuté du côté de l'Arbois avec beaucoup de fées autour de son berceau, preuve qu'en la matière on a tout à gagner à jouer collectif. Numérique et huile d'olive, médecine et calissons, Calanques et Alpilles, plus grande université de France et Mucem, art de vivre et filières d'avenir, la Provence attire, la Provence fait

rêver, la Provence permet de grandir et de se développer. On l'oublie trop, mais ici se réalise 50 % du PIB de la région Paca. Dix pôles de compétitivité (Optique/photonique, microélectronique...) sont implantés. Et la Provence navigue loin : la caméra qui filme les aventures de la sonde spatiale Rosetta a été conçue à Marseille.

OPTIMISER LA CRÉATION D'EMPLOIS

Alors, bien sûr, des réserves s'expriment aussi, entre embouteillages, main d'œuvre trop peu qualifiée, problèmes de logement et règlements de compte très médiatisés. La multitude des acteurs en présence peut aussi désorienter les bonnes volontés. Mais si ces difficultés sont bien réelles, ils masquent trop souvent les bonnes nouvelles. Ainsi, malgré la crise, le nombre d'implantations d'entreprises dans les Bouches-du-Rhône ne diminue pas. Et pour peu que l'on parvienne à définir en commun les solutions à ces problèmes désormais archi connus, une nouvelle impulsion, décisive, pourra permettre, enfin, de mieux accompagner ce mouvement de montée en gamme de la Provence, devenue une marque mondiale, et d'optimiser les créations d'emplois.

REPÈRES

- La Provence, c'est :
- Le 1^{er} constructeur mondial d'hélicoptères
- Le 1^{er} pôle mondial de réparation de super-yachts
- Le 1^{er} pôle média d'Europe du Sud
- La 1^{ère} université francophone
- Le 1^{er} pôle de croisières de France
- Le 2^e centre français de recherche médicale
- Le 2^e pôle bancaire français
- 50 000 emplois dans le tourisme

AXES DE TRAVAIL

- J Investir dans des **projets stratégiques** porteurs d'emplois : projet Henri-Fabre, Marseille Immunopole, Port de Marseille-Fos, Iter...
- J Renforcer les outils permettant de faire la **promotion** de la Provence à l'étranger
- J Soutenir les entreprises via une **Charte d'accompagnement** qui permettrait de leur faciliter les démarches
- J Accroître la participation du Conseil départemental dans les fonds spécialisés dans la **création d'entreprises**
- J Faciliter le recours aux **garanties d'emprunt** pour les communes et les entreprises qui souhaitent investir
- J Améliorer de toute urgence les conditions de la **mobilité** au sein de notre territoire
- J Développer massivement le **numérique**
- J Valoriser le **patrimoine culturel** de nos communes par le tourisme



QUESTIONS À PATRICK SIRI, président de l'accélérateur de start-ups P. Factory “NOUS AVONS ICI L'OR NOIR DU XXI^e SIÈCLE”

Insatiable entrepreneur, tour à tour actif dans le domaine de l'industrie, de l'immobilier ou de la communication, Patrick Siri est aujourd'hui impliqué dans le soutien aux start-ups. Ce sportif accompli aime plus que tout les défis. Il préside, en plus de toutes ses activités, Provence Business Angels, une association qui regroupe une cinquantaine de financeurs motivés par l'accompagnement des jeunes entreprises.



Qu'est-ce qui vous motive dans ces États généraux ?
C'est une très bonne initiative que d'instaurer un vrai dialogue entre le monde économique et le monde politique. Car les entreprises doivent savoir qui fait quoi, au milieu de ce labyrinthe complexe de compétences politiques et administratives. Si nous voulons attirer de bonnes entreprises, c'est-à-dire des entreprises qui vont demain créer de la valeur, il faut de la lisibilité, bref un véritable schéma d'aide et de dialogue à destination des entrepreneurs et des investisseurs. C'est vital dans la compétition que se livrent régions, villes et pays.

Quel peut être l'apport des entreprises dans ce décryptage du futur ?

Le changement est dans l'air du temps. D'ailleurs, aujourd'hui, les politiques ne sont plus les seuls à porter des projets de société. Les entreprises s'y mettent aussi, massivement. Parmi tous les créateurs de start-up que je rencontre, rares sont ceux qui ne me disent pas : “je veux changer le monde”. Dans le numérique,

chaque jour, des révolutions s'opèrent ou se trament. Il faut désormais que les politiques composent avec ce phénomène.

Quelles pistes de travail avez-vous en tête ?

Le numérique est l'or noir du XXI^e siècle. Il amène de profonds bouleversements, partout dans le monde. Si nous faisons les efforts nécessaires, on attirera à coup sûr les gens du national et de l'international. Car ici, en plus, nous avons le soleil et la qualité de vie et je peux vous dire qu'au fin fond des États-Unis, la Provence, ils connaissent. Un label Provence, ce serait extraordinaire. Mon rôle d'aiguillon, durant ces États généraux, sera de rappeler que les entreprises, qui créent de la valeur et doivent réunir les conditions nécessaires, ont typiquement besoin de cet accompagnement. Car si l'apprentissage et l'alternance sont développés, si le logement et les transports sont boostés, nous pouvons même espérer gommer à terme les écarts de richesse au sein de la future métropole.

ENTRE NATURE ET DÉVELOPPEMENT



Lucien Limousin,
Vice-président, Conseiller
départemental délégué au Soutien
des territoires hors métropole et
à l'Agriculture, pilote le groupe
de travail "Équilibre et préservation
des territoires".

LA PROVENCE, NOTRE DÉNOMINATEUR COMMUN

"Ici, nous avons plusieurs territoires, urbains et ruraux, industriels et agricoles et un patrimoine naturel remarquable. Il faut mettre en synergie ces territoires en jouant la carte de la transversalité et de la complémentarité, particulièrement sur la question des transports. La Provence, c'est un label fédérateur, c'est un dénominateur commun, c'est une culture, des traditions, des paysages, un patrimoine. Nous devons préserver cet héritage pour rayonner bien au-delà de nos territoires."

La richesse naturelle, patrimoniale et agricole de la Provence constitue un atout indéniable. Mais aujourd'hui, elle doit nécessairement s'articuler avec la création d'un réseau efficace de transports collectifs, condition essentielle à un développement harmonieux des territoires. C'est l'une des problématiques sur laquelle vont s'arrêter les États généraux de Provence.

La Provence est à la croisée des enjeux d'équilibre et de préservation des territoires : enjeux urbains, enjeux sociaux avec des écarts de niveaux de vie importants, enjeux économiques avec des pôles économiques de premier plan, enjeux environnementaux avec de vastes espaces naturels protégés, enjeux agricoles dans un département très urbanisé, enjeux financiers enfin avec les actuelles restrictions budgétaires.

LA MOBILITÉ, FACTEUR DÉTERMINANT DE L'ÉQUILIBRE TERRITORIAL

En Provence, la moitié du territoire est classée en zone protégée et l'agriculture occupe un tiers de la superficie des Bouches-du-Rhône. Cette typologie territoriale constitue un formidable atout et participe au rayonnement et à l'identité de la Provence. Mais dans un département urbanisé, doté d'une grande métropole vouée à prendre une envergure européenne, l'équilibre des territoires est fragile. Dans cette équation,

la construction d'un réseau de transports collectifs efficaces est déterminante. En effet, le retard accumulé par le département en matière de mobilité est un lourd handicap pour un développement harmonieux des territoires. Cette question est au cœur des échanges de la thématique "Préservation et équilibre des territoires" des États généraux de Provence. Acteurs publics et privés vont débattre dans ce cadre sur des propositions relatives aux nouveaux modes de développement des territoires, autour des questions suivantes notamment : comment concilier le développement économique, la construction de logements, la politique de la ville, l'aménagement, avec la préservation de notre cadre de vie ? Comment conjuguer la préservation de notre richesse agricole avec le développement urbain et les zones d'emplois ? Comment parvenir à un développement harmonieux de tous les territoires en organisant mieux les déplacements ?

REPÈRES

- Près de 17 000 ha d'espaces naturels sensibles protégés par le Département.
- 50 % du territoire classé Natura 2000.

- Le premier Parc national péri-urbain d'Europe (les Calanques).
- Un tiers de la superficie du département occupé par l'agriculture.

- Le 1^{er} département français producteur de tomates, salades, poires, riz, huile d'olive.
- 6 000 sapeurs-pompiers.
- 96 % des déplacements en voiture.

AXES DE TRAVAIL

- J Créer un **label** de qualité “Produit en Provence”
- J Aider les **agriculteurs** à développer des circuits courts
- J Organiser un **salon annuel** de l’agriculture et de la viticulture locale
- J Aménager les **Parcs naturels**
- J Développer les **emplois verts** pour assurer la préservation des espaces naturels
- J Travailler sur la **performance énergétique** des 500 bâtiments départementaux
- J Décloisonner les **politiques publiques** en y associant des partenaires privés
- J Mutualiser les moyens en matière de **protection civile**
- J Attribuer les **logements sociaux** principalement aux habitants de la commune
- J **Redynamiser les centres des villes et des villages** pour favoriser le commerce de proximité
- J **Repenser collectivement les schémas des déplacements** à l’échelle du territoire.

QUESTIONS À VINCENT FOUCHIER,

directeur du projet métropolitain Aix-Marseille-Provence
Mission interministérielle

“LES DÉPLACEMENTS, LA QUESTION CAPITALE”

Auteur d’un livre blanc sur les transports dans l’aire métropolitaine Aix-Marseille, Vincent Fouchier place la question de la mobilité au cœur des enjeux de développement du territoire métropolitain.



Pourquoi avez-vous souhaité participer aux États généraux de Provence ?

C’est un moment important de réflexion collective sur des enjeux propres au territoire des Bouches-du-Rhône. Cette initiative est une réelle opportunité pour partager nos idées et nos projets, pour se rassembler dans une même direction et répondre de manière pertinente aux besoins des citoyens. Une seule institution ne peut être porteuse de toutes les solutions. La démarche partenariale est indispensable. Lors de ces États généraux de Provence, l’État, le Département, les collectivités territoriales et le monde socio-économique vont dialoguer pour trouver des synergies sur des sujets trop cloisonnés.

La question des transports est au cœur des États généraux de Provence. Pourquoi ?

Parce que sans mobilité, sans une offre de transports à la hauteur d’une métropole, il ne peut y avoir de développement du territoire. La question des transports – plus largement de la mobilité – constitue le point commun de tous les sujets abordés par les États généraux de Provence. C’est le sujet transversal à l’économie, au logement, à la préservation des espaces naturels.

On ne peut résoudre la lourde question de la mobilité, grand handicap du territoire mais également porteuse de solutions, sans travailler parallèlement sur le développement urbain, la localisation des zones d’activités et d’emplois ou des zones commerciales.

Les États généraux de Provence peuvent-ils apporter des solutions sur cette question ?

Oui, ils vont faire émerger des projets collectifs autour de cet enjeu central. Le diagnostic est posé, les solutions et les coûts d’investissement identifiés. Le constat est sans appel : l’aire métropolitaine Aix-Marseille est à saturation. 96 % des déplacements d’échelle métropolitaine se font en voiture et le retard accumulé sur l’offre de transports est considérable. Deux solutions se dégagent : investir massivement dans un réseau ferroviaire capable de relier les grands pôles de la métropole, une sorte de RER superpuissant, dénommé “le ring” et/ou créer un grand réseau de transports multimodal. Dans les deux cas, le coût est important, entre 5 et 7 milliards d’euros mais il est à portée de main en 15 ans. C’est maintenant qu’il faut décider pour ne pas encore prendre du retard.

C'EST LE MOMENT DE JOUER LA CARTE JEUNES



Danièle Brunet,

Conseillère départementale déléguée à la Jeunesse et à la Prévention, responsable du groupe de travail "Jeunesse, notre avenir"

"FONDER UNE VRAIE POLITIQUE DE LA JEUNESSE"

"Nous devons réfléchir aux liens qui unissent le jeune enfant, l'adolescent dans son collège, l'étudiant qui passe de longues heures en transports ou encore le jeune adulte qui entre dans la vie professionnelle. En travaillant sur toutes ces phases, toutes ses étapes, qui doivent mener vers toujours plus d'autonomie, nous parviendrons à créer une vraie politique de la jeunesse, au sens noble du terme, à la fois transversale et très concrète, de la santé à la culture en passant par le sport et l'éducation. Cette politique sera d'autant plus concrète et utile que nos jeunes se seront fortement impliqués dans le débat via le site dédié aux EGP."

Scolarité, santé, vie culturelle et sportive, préparation à l'emploi : comment aborder tous ces chantiers avec un regard du XXI^e siècle ? Comment faire enfin de la jeunesse, réservoir d'idées et d'énergie, un atout pour la Provence ?

Les Bouches-du-Rhône sont un département jeune, plus jeune que la moyenne nationale, plus jeune que la moyenne régionale. Il est temps de faire de ce constat un atout ! Mais, pour cela, il faut une vraie remobilisation de nos territoires. Chez nous, en effet, les jeunes sortis du système scolaire sans diplôme sont plus nombreux. Le taux d'emploi est plus faible. Les jeunes contraints de rester vivre chez leurs parents sont plus nombreux également. Et les jeunes salariés sont moins diplômés qu'ailleurs. Mais pas de sinistrose pour autant : avec ses 100 000 étudiants, Aix-Marseille Université est la première fac de France, la première université francophone du monde. L'offre sportive et culturelle est abondante. Et surtout, l'ensemble des filières d'avenir sont présentes en Provence, de l'image numérique à l'industrie en passant par l'énergie, les sciences, les aides à la personne, la culture, la santé, le tourisme... Il est donc urgent de mettre le paquet dans la lutte contre le décrochage scolaire ! Mais pour explorer pleinement toutes ces pistes

d'avenir, bien réelles, il faudra aussi réouvrir le chantier de l'accès à la citoyenneté et resserrer des liens sociaux qui en maints endroits, chaque jour, se distendent un peu plus en secrétant toujours plus de méfiance.

OBJECTIF AUTONOMIE

Ce travail nécessite un examen serein des multiples caractéristiques de cette jeunesse qui réunit des âges comme des profils fort différents. Période aux limites mal assurées, la jeunesse rassemble des situations d'une grande diversité, de l'adolescent confronté aux ombres et aux lumières de la vie de collègien, au jeune actif salarié en recherche de logement, du gamin décrocheur au jeune chercheur de Luminy ou de l'Arbois. Mais dans tous les cas, dans un Sud marqué par de fortes disparités sociales, l'enjeu est bien la prise d'autonomie -plus difficile à conquérir ici qu'ailleurs- et le besoin de perspectives. Deux beaux fils rouges pour ces États généraux...

REPÈRES

○ 24 % des habitants des Bouches-du-Rhône ont moins de 19 ans

○ 28,8 % : taux de chômage chez les 20-24 ans dans le département.

○ 19 % des jeunes de Paca ne sont ni en emploi ni en formation

○ 100 000 étudiants sur Aix Marseille

○ 435 859 licenciés dans les clubs de sport



AXES DE TRAVAIL

- J Faire des collèges de vraies passerelles numériques
- J Prendre des mesures vigoureuses en faveur de la santé des collégiens
- J Créer une équipe de professionnels anti-décrochage scolaire, déployable partout...
- J Généraliser la video-protection pour sécuriser l'intérieur et les abords des collèges
- J Valoriser les filières techniques et professionnelles ainsi que l'apprentissage
- J Faire de la Provence une référence au niveau national en matière d'enfance, qu'il s'agisse de petite enfance, de suivi santé, d'accompagnement à la parentalité...
- J Renforcer l'action du Département en faveur de l'enfance et de la famille avec à la clé 2 000 places en crèche supplémentaires
- J Valoriser, au national comme à l'international, notre enseignement supérieur, universités comme grandes écoles...

QUESTIONS À DIDIER RAOULT, professeur, spécialiste des maladies infectieuses

“LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE EST UNE BOMBE À RETARDEMENT”



Didier Raoult fait partie des microbiologistes les plus cités au monde. Il est le maître d'œuvre du futur Institut hospitalo-universitaire de la Timone, également appelé Infectiopole, structure unique en Europe qui réunira 700 professionnels de la lutte contre les épidémies de demain.

Pourquoi avoir intégré la démarche des États généraux de Provence ?

Je vis ici, mes enfants vivent ici, mes petits-enfants vivent ici : tout ce qui se passe ici m'intéresse. J'estime que lorsque des politiques sollicitent les citoyens pour les aider dans leur réflexion, il n'est pas possible de refuser. On ne peut pas se plaindre tout le temps des politiques qui soi-disant n'écouteront jamais la population et ne pas venir lorsqu'ils nous invitent.

Quels sont pour vous les enjeux principaux ?

Nous traversons une période de mutation, sans savoir vers où nous allons. Nous imaginons, ce qui est faux, que tout était mieux il y a 40 ans. Nous allons, j'en suis sûr, trouver une nouvelle formule d'équilibre, mais à ce stade, les relations sociales sont compliquées, les cadres habituels sont bouleversés -à commencer par la famille-, la suspicion est généralisée. Selon moi, le souci majeur, c'est que le quart des garçons sortent du système scolaire sans aucun bagage. C'est un vrai drame éducatif, c'est une véritable injustice et, à terme, c'est une bombe que nous fabriquons de la sorte. Pour affronter ce problème, il faut oublier qu'on est de droite, de gauche, du centre et sortir du débat

politique habituel, frappé d'une certaine médiocrité. C'est notre avenir qui est en jeu.

Avec quelles idées en tête abordez-vous ces États généraux ?

Il ne faut pas avoir peur de la jeunesse. Je suis professeur, j'ai toujours été à l'aise avec les jeunes. Nous avons beaucoup de jeunes ici, c'est une chance : pensez à ce qui se passe dans les pays qui vieillissent, avec leur manque de dynamisme et surtout leur immense tristesse. Simplement, il faut savoir leur faire de la place car sinon, effectivement, ils trouveront des solutions hors de la société. Quelques pistes à creuser absolument : le modèle de l'École de la deuxième chance, avec ses taux de réussite extraordinaires, des enseignements de proximité pour les étudiants, plus d'autonomie pour les collèges (la seule explication des succès du privé, c'est cette autonomie) et des programmes autour du sport, notamment collectif, dans les quartiers. À Lyon, l'association Sport dans la ville permet tout à la fois à des milliers de jeunes de 7 à... 30 ans de faire du sport, de développer son savoir-être, de s'orienter, de découvrir des filières professionnelles, d'encourager filles et garçons.



RÉPONDRE AU PLUS JUSTE

AUX BESOINS SOCIAUX

Chef de file de l'action sociale, le Département est en première ligne sur un territoire où les problématiques socio-économiques sont prégnantes. L'exigence sociale s'impose donc comme un des thèmes centraux des États généraux de Provence qui devront aboutir à des propositions concrètes pour des politiques de solidarité plus efficaces.

Le département des Bouches-du-Rhône est un territoire aux multiples facettes souvent contradictoires notamment dans ses dimensions socio-économiques. D'un côté, il affiche un bilan social lourd : un taux de chômage (de l'ordre de 12 %) supérieur à la moyenne nationale, un taux de pauvreté de 17,7 % et près de 73 000 bénéficiaires du RSA. De l'autre, il dispose d'un potentiel économique qui ne demande qu'à éclore avec un vivier d'emplois non pourvus (près de 160 000) dans les secteurs des services et de l'industrie et des projets nombreux dans des filières porteuses. Sans compter la jeunesse de ce territoire.

CRÉER DES SYNERGIES

Devant ce constat, les États généraux de Provence dans leur thématique "Exigence sociale" vont s'attacher à favoriser les synergies avec les acteurs économiques et sociaux des territoires à la fois pour mutualiser les moyens et répondre au plus juste aux besoins des citoyens. Ainsi, l'insertion sociale et professionnelle couplée aux problématiques du logement et de la santé s'inscrivent dans les

axes de travail prioritaires. Les acteurs sociaux sont également invités à plancher sur l'autonomie des personnes âgées et handicapées et sur la prise en charge de la dépendance, un autre défi à relever, dans un département où les structures d'accueil adaptées manquent.

Pendant quatre mois de débats et de réflexion collective, les États généraux de Provence avanceront des propositions concrètes pour faire émerger des solutions innovantes en coopération avec les acteurs locaux de la solidarité. Certaines pistes de travail sur lesquelles les contributeurs apporteront leurs expertises sont d'ores et déjà lancées : comment créer des passerelles avec le monde de l'entreprise pour l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi, notamment les jeunes ? Comment s'appuyer sur le mouvement sportif local comme vecteur d'intégration sociale ? Comment mettre l'économie de la santé au service de l'autonomie des personnes âgées et handicapées ?



Jean-Claude Féraud,
Vice-président et Conseiller
départemental délégué à l'Animation
seniors et au Soutien aux centres
sociaux, pilote le groupe de travail
"Exigence sociale".

LA SOLIDARITÉ POUR CEUX QUI EN ONT BESOIN

"L'exigence sociale est un pilier de la cohésion sociale de nos territoires. Dans un contexte socio-économique difficile, marqué par des restrictions budgétaires sur les finances locales, l'action sociale de proximité doit être repensée pour se mettre au service des personnes qui en ont réellement besoin. Ainsi, la solidarité entre les générations ou encore l'éducation par le sport, grands vecteurs de cohésion sociale, seront au cœur de nos débats."

REPÈRES

- 60 % du budget départemental mobilisé sur l'action sociale (aides sociales, personnes âgées et handicapées, famille, santé publique, petite enfance...).

- 29 Maisons départementales de la Solidarité sur le territoire (10 000 contacts/semaine).

- 285 permanences PMI (Protection maternelle et infantile).

- Près de 73 000 bénéficiaires du RSA.

- 5 600 personnes bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH).

AXES DE TRAVAIL

- J Mettre en place des dispositifs performants de contrôle et d'évaluation des **aides sociales**
- J Développer le **maillage territorial** des structures sociales
- J S'appuyer sur le **tissu associatif** pour créer des partenariats au service des personnes âgées et handicapées
- J Signer des conventions avec les filières pourvoyeuses d'emplois pour les **bénéficiaires du RSA**
- J Favoriser la création de centres d'accueil pour les **personnes handicapées** notamment vieillissantes
- J Créer des structures d'accueil intergénérationnelles pour les **seniors**
- J Promouvoir les expérimentations innovantes pour l'autonomie des **personnes âgées**
- J Soutenir les **aidants** pour concilier vie personnelle et professionnelle
- J Créer un observatoire des **discriminations**



QUESTIONS À BRIGITTE CAVALLARO, directrice générale de la Mission locale de Marseille

“UNE EFFICACITÉ COLLECTIVE À RETROUVER”



À la tête de la Mission locale de Marseille qui a accueilli près de 25 000 jeunes en 2014, Brigitte Cavallaro apporte, dans le cadre des États généraux de Provence, son expertise dans l'accompagnement des jeunes vers l'emploi et la formation.

Pourquoi avez-vous souhaité participer aux États généraux de Provence ?

L'insertion des jeunes est le fil rouge des États généraux de Provence. Cette jeunesse en demande d'insertion, parfois en grande difficulté, a besoin d'une étincelle. Les acteurs locaux en charge de l'insertion sociale et professionnelle vont se réunir dans le cadre des États généraux de Provence pour mutualiser leurs expertises et apporter leurs contributions pour favoriser l'accès à l'emploi et à la formation des jeunes. Il y a, dans ce grand rendez-vous, une efficacité collective à réactiver.

Qu'attendez-vous de cette grande réflexion collective ?

D'une part, que l'insertion des jeunes s'entende au sens le plus noble. C'est avant tout une insertion en tant que futurs citoyens. Elle doit s'inscrire dans une démarche globale qui prend en compte des facteurs comme le logement, la santé, la mobilité. Les jeunes de ce territoire constituent un énorme potentiel, il faut les accompagner dans leur parcours vers l'emploi et la formation. D'autre part, ces États généraux de Provence peuvent permettre de créer des véritables passerelles

entre les institutions et les structures locales en charge de l'insertion.

Concrètement, quelles propositions peuvent en découler ?

Les différents acteurs de ce territoire vont plancher sur la mutualisation de leurs actions et de leurs programmes pour l'accès à l'emploi des jeunes, et plus généralement pour l'action sociale. Des propositions concrètes pour éviter de superposer les dispositifs et pour rendre plus lisible l'action publique auprès des jeunes citoyens découleront de nos différents rendez-vous de travail.



ÉTATS GÉNÉRAUX DE PROVENCE

WWW.CG13.FR

**PARTICIPEZ
CONTRIBUEZ
COMMENTEZ !**

La Provence, c'est bien plus que notre identité. C'est aussi un art de vivre, des racines à valoriser, des paysages mondialement connus, un potentiel technologique considérable. Bref, c'est un passeport pour le futur. Imaginons tous ensemble cet avenir.

Le débat est ouvert :

BIENVENUE AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DE PROVENCE !



Martine VASSAL

Présidente du Conseil Départemental
des Bouches-du-Rhône

RENDEZ-VOUS SUR www.cg13.fr



ÉTATS GÉNÉRAUX
DE PROVENCE

#EGProvence

